

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 11/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FOT IMPRIMEURS

ZAC de Satolas Green
Pusignan
69881 Meyzieu

Références : UD-R-CTESSP-24-237-MP
Code AIOT : 0010600414

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2024 dans l'établissement FOT IMPRIMEURS implanté ZAC Satolas Green Pusignan 69330 Pusignan. L'inspection a été annoncée le 20/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FOT IMPRIMEURS
- ZAC Satolas Green Pusignan 69330 Pusignan
- Code AIOT : 0010600414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FOT a été créée en 1957 sur la commune de Villeurbanne. Après un premier

déménagement à Vaulx-en-Velin en 1976, la société construit en 1997 une nouvelle usine à Pusignan et y regroupe ses activités « feuille à feuille » et « rotatives ».

La société FOT Imprimeurs est spécialisée dans l'impression haut débit de prospectus publicitaires, petits magazines, documents électoraux. Elle est spécialisée dans l'impression en feuilles et rotatives avec des savoir-faire particuliers : produits finis en sortie de rotative, collage transversal, perfo détachable...

Elle est autorisée pour des activités de transformation de papiers / cartons et d'impression.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7.5.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7.5.6.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	Conformité installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7.2.3	Sans objet
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 9.2.1.1 & 3.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir, selon les délais mentionnés dans les fiches constats du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre

document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté un état des stocks complet à l'Inspection daté du 31 août 2024. L'exploitant a aussi informé et montré à l'Inspection qu'il est possible à tout moment de faire une extraction pour connaître les stocks présents sur le site. Le site utilise deux logiciels pour gérer leurs flux de matières stockées. Ces logiciels sont hébergés sur un serveur qui n'est pas sur le site à Pusignan. L'état des stocks est complet et visible par ateliers.</p> <p>Les mentions de danger des produits n'apparaît pas sur l'état des stocks. L'exploitant a montré à l'Inspection qu'il est possible d'ajouter cette information via le logiciel.</p> <p>Les fiches de données de sécurité sont présentes sur le serveur et à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant d'ajouter les mentions de danger des produits qui en possèdent sur l'état des stocks, dans un délai de 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose à minima de : - deux réserves d'eau d'une capacité minimale respectivement de 740 et 50 m³ alimentant le réseau de sprinklage du site. Pour permettre le raccordement des engins des services de secours à la plus grande de ces capacités, celle-ci devra être suffisamment éloignée des bâtiments et munie d'au moins 4 raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection de 2022, l'Inspection a mis en évidence que la cuve de sprinklage de 740 m³ du site n'était pas équipée de raccords normalisés, comme demandé dans l'arrêté préfectoral du site. En complément, l'Inspection a demandé à l'exploitant de garantir l'accès sur les 4 côtés de l'établissement afin qu'en cas d'incident les services de secours puissent mettre en place aisément les moyens de défense incendie nécessaires.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection que le nécessaire a été fait pour garantir ces deux paramètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une colonne sèche a été installée le 18 juillet 2024 sur la cuve de 740 m³ permettant ainsi une réalimentation rapide de la cuve et un raccordement des engins des services de secours ; - l'exploitant a fait vérifier la stabilité de la voie d'accès côté ouest, par un bureau de contrôle, afin qu'elle puisse supporter le poids des engins des services de secours : la voie d'accès du côté

<p>ouest du site est suffisamment stabilisée pour la circulation d'engins de secours.</p> <p>L'Inspection a pu vérifier ces deux paramètres, lors de la présente visite du site. Néanmoins, il manque une procédure pour l'entretien de la voie d'accès côté ouest qui nécessite un désherbage régulier et une procédure pour garantir la réalimentation de la cuve post incident.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 1 mois de faire une procédure d'entretien de la voie d'accès côté ouest du bâtiment et une procédure pour assurer la réalimentation de la cuve de sprinklage en cas de nécessité. Ces procédures doivent être tenues à disposition de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7.5.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs doivent permettre l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement en cas de pollution accidentelle. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection de 2022, il a été mis en évidence que les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'accident sont raccordées au bassin des eaux pluviales de la ZAC qui est étanche et dispose d'une capacité de 7300 m³. Néanmoins, il n'y avait pas de procédure permettant l'isolement du bassin de confinement de la ZAC par rapport au bassin d'infiltration associé.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection qu'un cahier de procédures est disponible sur le site proche des ateliers permettant ainsi d'agir rapidement sur différents paramètres lors d'un incident. Dans ce cahier de fiches, il n'y a pas de procédure concernant la fermeture des vannes permettant l'isolement du bassin de confinement des eaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser une procédure, tenue à disposition de l'Inspection, permettant d'actionner les vannes pour confiner les eaux d'extinction en cas d'accident le plus rapidement possible, dans un délai de 1 mois. Cette procédure sera intégrée aux fiches d'actions à mettre en place dès qu'un incident débute sur le site. En complément la procédure sera placée directement au niveau des vannes à actionner.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser un second classeur avec l'ensemble des procédures d'urgence à laisser à l'entrée principale du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Conformité installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des installations électriques

Prescription contrôlée :

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection qu'une vérification de l'ensemble des installations électriques est réalisée une fois par an. La dernière vérification a eu lieu le 18/09/2023 par l'entreprise SOCOTEC. L'Inspection a pris connaissance du compte-rendu de cette vérification : l'entreprise SOCOTEC a conclu que le site ne peut entraîner de risques d'incendie et/ou d'explosion et qu'aucun point de non conformité n'a été relevé.

L'exploitant a informé l'Inspection qu'un logiciel de suivi de maintenance en interne permet de suivre toutes les maintenances et notamment lorsqu'il est nécessaire de réaliser de petits travaux électriques sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 9.2.1.1 & 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

A la fréquence minimal indiquée, des mesures sont effectuées sur les paramètres et rejets suivants : fréquence annuelle pour les paramètres : poussières, Nox, CO, COV-NM, CH4

Constats :

Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection que des mesures de rejets atmosphériques sont effectuées tous les ans. Les dernières mesures ont été faites le 07/02/2024 par l'entreprise SOCOTEC. Le rapport de mesures a été consulté sur place par l'Inspection et il n'y a pas de non conformité. Les Valeurs Limites d'Emissions sont bien respectées.

Il est à noter que le nombre de conduits a été réduit suite à l'arrêt de machines : actuellement seulement deux conduits sont en activité pour deux fours et il y a qu'un seul dépoussiéreur.

L'Inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité de déposer un dossier de Porter à Connaissance afin de porter à la connaissance du Préfet ces modifications d'exploitation. Lors de la visite du 13/06/2024, l'Inspection a déjà émis une demande d'action corrective (cf constat 6 du rapport datant du 15/07/2024) concernant le dépôt d'un PAC.

Type de suites proposées : Sans suite
